



AMÉRIQUES

Conspuée pour racisme dans les stades, l'Argentine voit son président reçu à l'Élysée

Alors que des sportifs argentins ont été hués lors des premières rencontres des Jeux, le président d'extrême droite Javier Milei a échangé ce vendredi avec Emmanuel Macron à l'Élysée. À Buenos Aires, la vice-présidente, elle, continue de défendre le chant raciste des coéquipiers de Lionel Messi visant les joueurs français.

Ludovic Lamant - 26 juillet 2024 à 20h12

Les deux hommes, sourires radieux, sont tombés dans les bras sur le perron de l'Élysée, avant un bref entretien, vendredi 26 juillet en fin de matinée. D'après la présidence française, Emmanuel Macron et son homologue argentin Javier Milei ont discuté des « *opportunités pour les deux pays de resserrer leurs liens* », à quelques heures de l'ouverture officielle des Jeux olympiques.

Utilisateur frénétique du réseau social X d'Elon Musk (il y passe deux heures par jour), Javier Milei s'est dépêché de retweeter le message d'un média nationaliste argentin acquis à sa cause, proclamant : « *Fierté nationale dans la capitale française !* » Mais aucun point presse n'a été organisé en fin de matinée.

Les deux hommes avaient déjà échangé en tête-à-tête lors du G7 italien en juin. Cette deuxième rencontre, officielle cette fois, et qui a duré près d'une heure, est intervenue à un moment particulier, alors que les athlètes argentin-es engagé-es dans les premières compétitions parisiennes ont été copieusement sifflé-es par le public français.

« *Si le climat du rugby à sept a valeur de thermomètre, il faut se préparer à une manifestation résolument anti-Argentine tout au long des Jeux* », écrivait jeudi l'envoyé

spécial du quotidien *La Nación*. De son côté, la journaliste du *Clarín*, autre quotidien de référence, se désolait de la défaite des Pumas face aux Français vendredi : « *Le public a transformé chaque erreur argentine en une fête.* » Le match de football entre l'Argentine et l'Irak, ce samedi à Lyon, risque de confirmer la règle.

Les relations entre les deux pays se sont dégradées depuis la victoire de la sélection argentine de football à la Copa America le 14 juillet dernier à Miami. Dans la nuit qui a suivi, l'un des joueurs, Enzo Fernández, a diffusé un direct sur le réseau Instagram, à bord du bus qui ramenait l'équipe à son hôtel, où l'on entendait les internationaux argentins entonner un chant raciste, homophobe et transphobe, contre les joueurs noirs de la sélection française, dont Kylian Mbappé – joueurs qu'ils avaient battus en finale du Mondial du Qatar en 2022.

Dans la foulée, la Fédération française de football a annoncé son intention de déposer plainte « *pour propos injurieux à caractère racial et discriminatoire* ». Enzo Fernández, qui fait désormais l'objet d'une procédure disciplinaire de la part de son club londonien, Chelsea, s'est excusé.

Au même moment, l'affaire a pris une couleur politique. Première étape, le 17 juillet : le sous-secrétaire d'État aux sports, Julio Garro, a été démis de ses fonctions après avoir osé demander des excuses du président de la Fédération de football argentin, Claudio Tapia, mais aussi du capitaine de l'équipe, Lionel Messi (qui n'apparaît pas dans la vidéo du live).

« **Aucun pays colonialiste ne nous intimidera à cause d'un chant de stade ou parce que nous disons des vérités que d'autres ne veulent pas admettre.** »

Victoria Villaruel, vice-présidente argentine

La sanction – on ne touche pas à l'idole Messi – est tombée sous la forme de la republication sur X par Javier Milei d'un message d'un troll d'extrême droite qui exigeait la démission de Garro et s'opposait à l'idée de « *demandeur des*

excuses à Messi, auprès d'Européens colonisateurs, au sujet d'une chanson qui, en plus de cela, ne fait que dire la vérité ».

Deuxième étape de la récupération politique : un message de soutien spectaculaire rédigé, toujours sur X, le 17 juillet, par la vice-présidente et fille de militaires Victoria Villaruel (à laquelle Mediapart avait consacré un long portrait en 2023) : elle a non seulement défendu Enzo Fernández en pleine tourmente, en concluant : « *Argentins, toujours la tête haute ! Vive l'argentinité !* »

Mais elle a aussi réglé ses comptes avec la France : « *Nous, nous n'avons pas eu de colonies ni de citoyens de seconde zone. Nous n'avons jamais imposé à personne notre forme de vie [...]. Aucun pays colonialiste ne nous intimidera à cause d'un chant de stade ou parce que nous disons des vérités que d'autres ne veulent pas admettre. Arrêtez de feindre l'indignation, hypocrites.* »

Milei rencontre Xavier Niel et Patrick Pouyanné

La virulence du message de Villaruel a gêné jusqu'à l'occupant de la Casa Rosada, siège de l'exécutif argentin, pourtant spécialiste en propos outranciers. Javier Milei a dépêché non pas sa ministre des affaires étrangères, mais sa propre sœur, Karina, qu'il désigne comme « El Jefe » (« le chef »), pour s'excuser auprès de l'ambassadeur français à Buenos Aires, Romain Nadal. C'est aussi Karina Milei qui devait assister, aux côtés de son frère, à la cérémonie d'ouverture des Jeux en bord de Seine vendredi soir.

D'après des sources proches de Milei citées par *Clarín*, Emmanuel Macron a remercié Karina Milei, présente au rendez-vous à l'Élysée au titre de secrétaire générale de la présidence, pour avoir « *fait baisser les tensions* » entre les deux pays.

Comme l'a souligné le quotidien espagnol *El País*, Milei a l'habitude d'insulter des dirigeants d'Amérique du Sud, du Brésilien Lula au Colombien Petro. Mais il est rare qu'il s'excuse. En filigrane, ces tensions avec Paris s'inscrivent aussi dans une relation de concurrence avec sa vice-présidente, qui ne vient pas de son propre parti, La Liberté

avance (LLA), et avec qui les relations se sont dégradées au fil des mois.

L'attitude de Javier Milei vis-à-vis d'Emmanuel Macron tranche avec la confrontation qu'il met en scène avec le socialiste Pedro Sánchez, chef du gouvernement espagnol, que Milei avait tourné en dérision lors d'un déplacement à Madrid en mai, provoquant une crise aiguë entre Buenos Aires et Madrid. Celle-ci dure toujours.

De leur côté, Macron et Milei avaient déjà affiché une forme de complicité, sur le front politico-sportif : Javier Milei avait fait parvenir au président français un maillot de football de Boca Juniors, club emblématique de la capitale argentine, dédié par le libertarien, en décembre 2023. Le présent avait, semble-t-il, plu à Macron, qui s'en était félicité sur les réseaux sociaux, en pleine investiture du président d'extrême droite.

Peu après son entretien à l'Élysée ce vendredi, Milei a rencontré des entrepreneurs français, dont Xavier Niel (Iliad) et Patrick Pouyanné (Total). Le groupe minier français Eramet vient par ailleurs d'inaugurer, début juillet, une usine d'extraction de lithium dans le nord-ouest de l'Argentine.

Néocolonialisme

À Buenos Aires, Villaruel n'a, elle, pas adouci sa ligne contre la France. Elle a encore expliqué en début de semaine avoir voulu « *défendre la sélection argentine, et les Argentins* », et précisé jeudi, après la défaite argentine en rugby à sept : « *Même si l'on nous insulte et siffle notre hymne, l'Argentine est destinée à la grandeur. Vive l'argentinité !* »

Dans le débat public argentin, la sortie anticolonialiste de Victoria Villaruel en a sidéré plus d'un.e. D'abord parce que l'histoire de la nation argentine n'est pas qu'une histoire d'immigration, mais aussi d'expansion et de conquête violente, notamment aux dépens des peuples autochtones (voir l'épisode de la sinistre « Conquête du désert » du général et futur président Roca, à la fin du XIX^e siècle, synonyme de massacre du peuple Mapuche en Patagonie).

Ensuite parce que le modèle économique que promeut Javier Milei, comme le rappelle cette [analyse](#) de *Página 12* qui ironise sur « *l'anticolonialisme de tribune* » de la vice-présidente, est un modèle néocolonial qui perpétue des formes de domination de groupes économiques étrangers, en particulier dans l'exploitation des ressources du sol argentin, du cuivre au lithium.

D'autres voix se sont fait entendre. Celle du collectif [Identidad Marrón](#), en particulier, qui rassemble des personnes racisées souvent originaires des Andes, qui identifient la couleur de leur peau au marron, et qui [dénoncent](#) le racisme structurel de sociétés sud-américaines.

« *Le racisme n'a d'importance que lorsqu'on l'observe aux États-Unis ou en Europe ?*, s'est interrogé ce collectif dans un texte publié sur les réseaux sociaux, après la diffusion de la chanson des joueurs de football. *En Argentine, nous avons l'habitude d'entendre que nous ne sommes pas*

racistes. Nous avons du mal à reconnaître que les assassinats de civils par des policiers ont une composante raciale, que les prisons sont peuplées de gens à la peau marron. » Et ces activistes d'espérer que cet épisode débouchera sur un débat de fond sur la vigueur du racisme dans la société argentine...

Après le Mondial du football au Qatar, un [article](#) du *Washington Post*, signé par une universitaire afro-américaine, s'interrogeait sur l'absence de joueurs noirs dans l'équipe argentine qui avait remporté le tournoi fin 2022. Cette publication avait déjà suscité une vive polémique à Buenos Aires. Des militant·es antiracistes s'étaient emparé·es du sujet, tout en critiquant l'importation de termes issus du débat des États-Unis, [mal ajustés](#) pour évoquer l'histoire argentine. Mais l'élection de Javier Milei, fin 2023, les avait freiné·es dans leur élan.

Ludovic Lamant